

LA CRISE DE 1930 DANS LA REGION DE MAROVOAY
MANIFESTATIONS SUR LE PLAN ECONOMIQUE ET REPER-
CUSSIONS SOCIALES
(1927 - 1939)

par
Lucile RABEARIMANANA

La grande crise qui secoue le monde capitaliste à partir de 1929 fait sentir ses effets en France dès 1930. Les colonies françaises en ressentent les manifestations et en subissent les conséquences d'autant plus profondément qu'elles sont liées à la métropole sur le plan économique, par le régime douanier, le système de crédit, le commerce extérieur ... Madagascar, membre de la «zone franc avant la lettre» (1) est ainsi victime des contre-coups de cette crise du monde capitaliste. Cependant, ici comme dans les autres colonies, la crise économique qui sévit alors s'avère plus complexe que celle qui frappe les pays développés. Tout d'abord, elle est plus précoce. La baisse du cours des produits d'exportation malgaches survient dès 1926-1927 pour certains produits comme le café et les pois du cap (2). En outre, une amorce de reprise ne se manifeste qu'à partir de 1935-1936, avec la hausse des cours des mêmes produits et l'essor de cultures nouvelles en particulier. Enfin, la crise s'accompagne d'une mutation plus ou moins profonde des structures économiques : on assiste, en effet, à une modernisation de celles-ci : rénovation des techniques d'exploitation, constitution d'infrastructures de communication plus efficaces grâce à une politique d'investissement public de grande envergure appliquée par le Gouverneur général Léon Cayla et réalisée en partie par des emprunts à l'étranger.

(1) Expression utilisée par C. Coquery-Vidrovitch : *L'Afrique et la crise de 1930 (1924 - 1938)*. *Revue française d'histoire d'Outre-mer* n° 232-233, 1976 rapport d'ensemble p. 390.

(2) Cf. Prunières (A.) : *Madagascar et la crise*. Nouvelles Editions Latines 1936. Graphiques pp. 101, 104, 110, 112, 114 et 119.

La région de Marovoay occupe une place de choix dans l'économie de Madagascar. Même si elle ne fournit pas les produits d'exportation les plus importants comme le café ou la vanille, elle ne constitue pas moins un grenier à riz dont la production est destinée non seulement à la consommation de la Grande Ile mais encore à l'exportation, du moins pendant les années 1920. En outre, elle est caractéristique de l'agriculture coloniale dominée par la grande propriété appartenant à de gros colons et à des sociétés capitalistes puissantes, comme la Compagnie Agricole et Industrielle de Marovoay (C.A.I.M) et la Compagnie Franco-Malgache, qui emploient des ouvriers agricoles mais surtout un grand nombre de métayers malgaches. La crise se manifeste dans la région de Marovoay, par une baisse catastrophique des cours du riz et des bovins. Commencant en 1927, celle-ci atteint sa phase la plus aigüe en 1933. Se répercutant sur le plan social, la crise économique frappe en premier lieu les métayers malgaches. Ecrasés par les impôts et taxes divers, ceux-ci voient leur pouvoir d'achat dégringoler et certains préfèrent s'installer à leur propre compte. Quant aux ouvriers agricoles, provenant en majorité d'autres régions du pays, désœuvrés pour bon nombre d'entre eux, ils se voient dans l'obligation de rentrer chez eux. La reprise ne se manifeste qu'à partir de 1935 et surtout de 1936. Mais la crise a permis une réorientation de la production en faveur du *vary lava*, variété destinée à l'exportation, appréciée dans la métropole et dont le prix est plus élevé que celui du riz ordinaire. C'est aussi pour remédier aux inconvénients d'une monoculture trop prononcée qu'a été encouragée et développée la culture de l'arachide. Ces innovations ont été possibles grâce à l'intervention de l'administration qui a amélioré la maîtrise de l'eau dans cette vaste plaine par de grands travaux d'irrigation et de drainage. Les voies de communication ont aussi été complétées par l'achèvement de la Nationale 4 reliant Tananarive à Majunga, à laquelle est rattaché le district de Marovoay. Cette période de crise dans la région montre deux stades principaux : De 1927 à 1935, c'est celui du marasme économique avec ses répercussions sociales. A partir de 1935, par contre, la conjoncture internationale et nationale a permis la reprise des affaires jusqu'à l'arrivée de la Seconde guerre mondiale.

I

1928—1935 : LES MANIFESTATIONS DE LA CRISE ECONOMIQUE ET SES REPERCUSSIONS SOCIALES.

La plaine de Marovoay, située dans le nord ouest du pays dans le delta de la Betsiboka a trouvé un début d'aménagement dès la première moitié du siècle dernier, avec l'installation de riziculteurs merina venant de la région de Tananarive. Son exploitation continue sous la colonisation française et s'amplifie surtout à partir de 1908 où commencent les travaux d'irrigation et de drainage de la plaine. C'est entre 1917 et 1929 qu'est constitué le réseau hydraulique de la rivière Marovoay(3), qui a permis la mise en valeur de 8 000 ha de

(3) Cf. croquis de la région de Marovoay.

rizières(4). Les années 1922-1926 qui marquent à Madagascar une période de reprise des activités économiques après la guerre, se caractérisent dans la région de Marovoay par une hausse des prix du riz : 450 F à 500 F la tonne en 1925, 800 F à 1 000 F en 1926. Cette montée des cours s'explique d'une part par une relative rareté de ce produit de première nécessité pour les Malgaches due aux effets des cyclones sur la côte orientale et des invasions de sauterelles. Elle est provoquée d'autre part par une augmentation des exportations de riz vers la France et surtout vers La Réunion. C'est ainsi que Madagascar a exporté 28 000 t en 1922, 53 000 t en 1923, 28 000 t en 1926(5), et la région de Marovoay est la principale région qui fournit ces exportations.

Cette période de prospérité ne dure pas longtemps cependant. Dans l'ensemble du pays, « les prix du riz connaissent une chute sans précédent, amplifiée par les répercussions de la « grande dépression » (6), à partir de 1927. Pour la région de Marovoay pourtant, les prix du riz se maintiennent à un niveau très intéressant pour les producteurs et même augmentent sensiblement, puisqu'ils se situent entre 1 000 F et 1 200 F la tonne en 1928(7). De même, la production rizicole globale du district passe de 18 000 t en 1927 à 20 000 t en 1928. En effet, même si le marché de La Réunion est perdu pour le riz malgache à partir de 1927 à cause de la concurrence des riz indochinois, la production de cette année-là est déficitaire pour la côte orientale, victime des violents cyclones de janvier, qui doit recouvrir ainsi à la plaine de Marovoay et à la région de Tananarive pour son ravitaillement. Cependant, la baisse des cours atteint aussi notre région à partir de 1929, baisse qui devient ainsi générale dans le pays, dans la mesure où l'arrêt des exportations jette sur le marché local une quantité relativement importante de riz. Cette baisse de prix du paddy se poursuit jusqu'en 1935. Ce prix passe ainsi de 600 F – 800 F en 1927 à 180 F – 225 F la tonne en 1935, date où les cours sont les plus bas. (Graphique I)

Une baisse des cours se produit à partir de 1927, mais c'est surtout à partir de 1930-31 que ceux-ci sont catastrophiques. Le creux de la vague se situe en 1933. Une légère reprise s'ouvre en 1934, mais ce n'est qu'en 1936 que les cours se relèvent définitivement.

Les colons français et les grandes sociétés alarmés par la situation pensent qu'« ils se verront dans l'obligation, si la situation actuelle ne change pas, d'arrêter purement et simplement leurs exploitations et que la culture du riz est en voie de disparition » (9).

(4) Comité d'Expansion Economique de Marovoay. Rapport de mission 1965, p. 5.

(5) Feugeas (Y.) : *Le marché du riz pendant la période coloniale à Madagascar (1905-1940)*. Etudes historiques n° 4 – Antananarivo 1979, p. 108.

(6) Feugeas (Y.) : *op. cit.* p. 111

(7) Rapport économique. Province de Marovoay. Région de Majunga 1928. Archives d'Aix-en-Provence 2 D 156.

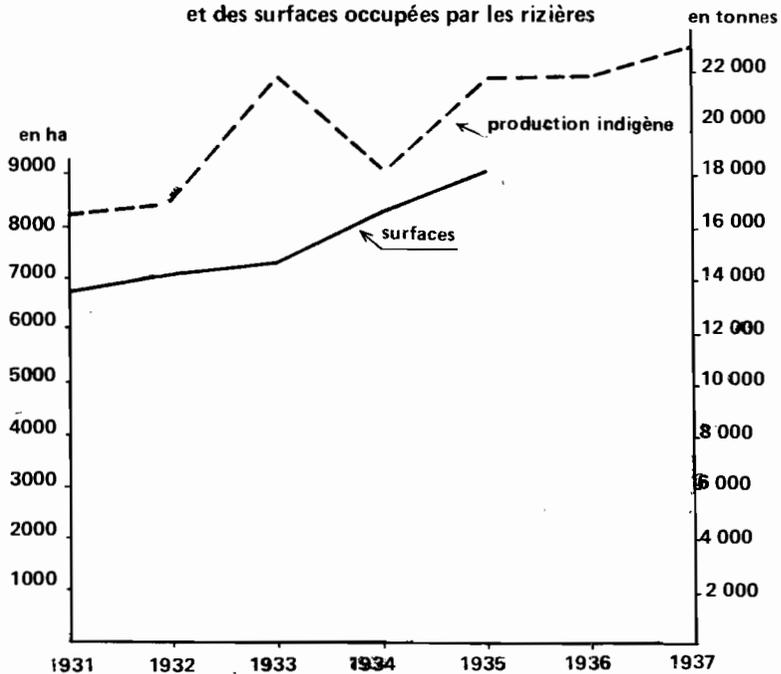
(8) Rapport économique. District de Marovoay. 1936-1937.

(9) Pétition des riziculteurs de Marovoay du 7 juin 1933 au Gouverneur Général, rap-

1. Evolution des cours du paddy à Marovoay de 1925 à 1937



2. Augmentation du tonnage de la production indigène et des surfaces occupées par les rizières



Mais en réalité, ce marasme des affaires n'entraîne pas une diminution de la production. Au contraire, le riziculteur autochtone n'est nullement découragé, il compense la baisse des revenus due à l'effondrement des cours par une augmentation des surfaces cultivées en riz, et par conséquent par une hausse du tonnage produit (10) (Graphique 2).

L'augmentation des surfaces cultivées se fait avec une certaine lenteur, les moyens mis en œuvre par les riziculteurs malgaches étant des plus modestes. Les méthodes culturales utilisées ne changeant pas non plus sensiblement, les rendements restent stationnaires, se situant entre 2 et 2,5 tonnes/ha.

Mais si les riziculteurs malgaches déploient ainsi des efforts certains pour développer la culture du riz, ce n'est pas le cas des grandes compagnies et des colons français qui «ne font aucun effort de mise en valeur. On ne constate aucun souci d'amélioration du produit... La crise économique qui a réduit les ressources, arrête les initiatives et motive une prudence qui est assez justifiée» (12). Ils ne cessent de se plaindre auprès de l'Administration et de demander, à juste titre souvent, toutes sortes de mesures de protection pour la riziculture.

La crise économique se manifeste aussi dans le domaine de l'élevage. Le district de Marovoay n'a certes pas une économie basée sur ce secteur, comme bon nombre de districts de la région de Majunga. Il ne reste pas moins que les autochtones, les Sakalava, sont en grande partie des éleveurs et que la production bovine de Marovoay contribue aussi à l'approvisionnement de la Compagnie Générale Frigorifique de Boanamary, près de Majunga, qui exporte de la viande congelée et des conserves. Comme tous les autres produits, la viande voit son cours s'affaïsser considérablement. Les prix payés en 1931 sont en moyenne de 50% de ce qu'ils étaient en 1930. Quant à l'impôt sur les bovidés, il ne diminue pas, et n'est plus en rapport avec les conditions du marché, il est trop lourd pour l'éleveur. Aussi, pour pouvoir s'acquitter de ses impôts, impôt personnel et impôt sur les bovidés, le Sakalava est-il obligé de vendre plus de bêtes qu'auparavant, s'il trouve preneur. «Le Sakalava était autrefois fortement attaché à son troupeau et hésitait à se défaire d'un animal à un prix inférieur à sa valeur réelle. Aujourd'hui, il s'en sépare plus facilement et pour cause : il faut payer l'impôt et pourvoir à son existence. Beaucoup offrent de payer l'impôt en nature car ils ne trouvent plus d'acheteurs du tout» (12). Il en résulte

portée par la Chambre de Commerce de Majunga dans sa séance du 12 février 1932 (Chancomer 19 A.R.D.M.).

- (10) Il convient de remarquer que ces chiffres ne sont qu'approximatifs et qu'ils varient suivant les rapports économiques. D'autre part, la production est difficile à évaluer du fait que la consommation locale est souvent variable à cause de l'existence d'une population flottante, suivant les mouvements migratoires.
- (11) Rapport économiques. District de Marovoay 2 D 156. 1936-1937 et Chambre de Commerce de Majunga, séance du 23 décembre 1933. Chancomer 20 (ARDM).
- (12) Rapport économique d'ensemble de la province de Majunga, 1931. Archives d'Aix-en-Provence. 2 D 136.

une régression constante du cheptel bovin — qui passe, dans la région de Marovoay, de 69 000 en 1928 à 37 477 en 1935.

1928	1931	1934	1935
69 600	44 236	38 743	37 477

Le recul du troupeau bovin est d'autant plus rapide que, faute d'une attention suffisante de la part de l'Administration et des éleveurs, il s'agit d'un élevage particulièrement extensif. Cette situation désastreuse de l'élevage est encore aggravée par le fait que la Compagnie Générale Frigorifique se voit obligée de diminuer ses ventes en 1933-1934, car elle a de grandes difficultés pour se procurer, dans la région de Majunga, des bœufs d'un poids vif qu'elle juge intéressant(13). Il est à remarquer cependant que, sur le plan national, «la valeur des exportations de viandes congelées et de conserves fait que la situation des conserveries malgaches est florissante»(14). L'élevage bovin restera toujours le secteur à problème, le secteur délaissé, de la région de Marovoay, vu que c'est surtout le secteur rizicole qui y prédomine. Pourtant, il reste encore malgré les progrès de la riziculture l'activité principale des Sakalava.

-Le secteur commercial est aussi, durement touché par la crise économique. L'arrêt des exportations de riz provoque des difficultés chez les exportateurs français et indiens. De même, l'effondrement des prix de la viande bovine sur le marché intérieur entraîne une baisse importante du pouvoir d'achat des Malgaches. Et par conséquent, le commerce intérieur diminue aussi en volume. Cela se voit en particulier par les faillites de commerçants indiens qui s'accroissent en 1931 et qui se poursuivent, quoique avec une intensité moindre, en 1932. En outre, le montant des titres émis pour les patentes des commerçants diminue sensiblement (15).

1930	1931	1932
334 495,98 F	290 631,15 F	209 311 F

Parmi les victimes, il y a surtout les commerçants indiens, lesquels sont «en même temps banquiers, usuriers, exportateurs, agents d'affaires. Ils exploitent l'imprévoyance de l'indigène et le ruinent»(16). Un certain nombre sont dans l'obligation de fermer leur commerce, d'autres de solliciter des patentes inférieures.

En outre, l'épuisement presque total des réserves monétaires entraîne aussi momentanément, dans cette région habituellement prospère, un certain retour

(13) Séance de la Chambre de Commerce de Majunga du 5 novembre 1935. Chancomer 20 (A.R.D.M.).

(14) Prunières (A) : *op. cit.* p. 163.

(15) Rapport financier. Province de Marovoay, 1932. 2 D 136. Archives d'Aix-en-Provence.

(16) Rapport annuel d'ensemble. Région de Majunga, 1932. 2 D 136. Archives d'Aix-en-Provence.

au troc, qui remplace la vente. Le riz ou le raphia sont échangés contre du tissu ou des marchandises de première nécessité. Cette situation, qui n'est pas propre à la région de Majunga, est une des conséquences typiques de la crise à Madagascar. On perçoit en maintes régions cette tendance au recul des échanges marchands, de l'utilisation de la monnaie. Tout comme pendant la première guerre mondiale, mais pour d'autres raisons, on assiste non seulement à une baisse sensible du niveau de vie des Malgaches, mais encore à un certain retour à l'usage de produits traditionnels. En effet, dans les importations du pays, qui diminuent de moitié pendant cette période (1928 : 688 561 341 F — 1932 : 347 777 750 F), la part des produits de consommation courante est faible, vu que la proportion des matériaux de construction s'est maintenue. C'est la période des grands travaux d'infrastructure ; construction de lignes de chemins de fer, aménagement de ports(17). De toutes façons, que la crise se manifeste par l'abaissement des cours des produits ou par le marasme des activités commerciales, les premières et principales victimes sont les Malgaches, surtout ceux qui ne possèdent pas les biens de production. Ce sont d'abord, pour la plaine de Marovoay, les métayers.

Le métayage est, en effet, le système d'exploitation le plus répandu dans la plaine de Marovoay. Aussi bien les grandes compagnies comme la CAIM ou la Compagnie Franco-Malgache d'Entreprises que les gros colons font exploiter leurs propriétés par des métayers. La plaine est en effet dominée par la grande, la très grande propriété. Par exemple, la C.A.I.M. possède ainsi 10 365 ha de rizières en 1929, soit plus que la totalité des rizières exploitées par les Malgaches.

REPARTITION DES CONCESSIONS DANS LA PLAINE DE MAROVOAY(18)

(ha)	CONCESSIONS EUROPEENNES			CONCESSIONS INDIGENES		
	Nombre	Surface totale en ha	Surface mise en valeur	Nombre	Surface totale en ha	Surface mise en valeur
0 à 15	6	55	30	4 008	8 557	7 924
16 à 100	12	864	360	16	520	18
101 à 500	10	2 765	860	4	1 162	1 054
501 à 1000	4	3 264	1 700			
au-dessus de 1 000 ha	16	43 841	4 800			
TOTAL	48	50 787	7 750	4 028	10 242	9 498

Ces chiffres parlent d'eux-mêmes. La riche plaine alluviale de Marovoay est le lieu de prédilection des grandes compagnies et des gros colons : 48 concessions rassemblent plus de 50 000 ha de terres, alors que celles des Malgaches,

(17) Prunières (A.) : *op. cit.* pp. 94 et 96.

(18) Rapport économique. Province de Marovoay, 1932. 2 D 156.



presque 100 fois plus nombreuses, ne s'étendent que sur le 1/5 de cette superficie. Mais les concessionnaires européens n'ont mis en valeur que le 1/7 environ de leurs propriétés. Les Malgaches, vu l'exiguïté de leurs terres, sont obligés de tout exploiter ou presque.

Quant au système d'exploitation, il est dominé par le métayage pour les domaines des grandes compagnies et des colons, de même que pour les 4 notables merina possédant chacun entre 100 et 500 ha. Seuls les petits propriétaires indigènes, ou ceux qui occupent sans titre de propriété de petites parcelles de terrains domaniaux pratiquent une exploitation directe. Les conditions de métayage sont généralement les suivantes : Le métayer perçoit, en principe, les 2/3 de la récolte et le propriétaire des terrains le 1/3. Ce dernier fournit la rizière, la case où habite le métayer et l'eau d'irrigation. Il avance les semences dont il demande généralement au métayer le remboursement lors de la récolte dans la proportion de 3 vata contre 2 reçues (19). Quand les rizières sont irriguées par les canaux de la Marovoay — canaux sous contrôle de l'administration — le propriétaire avance aussi la taxe de litrage, qui sera aussi remboursée en nature par le métayer après la récolte. C'est le métayer qui effectue les journées imposées pour l'entretien des canaux. Quand les rizières sont irriguées par des canaux secondaires appartenant au propriétaire, ce dernier impose aussi au métayer une redevance pour l'eau. Le métayer, en plus, doit vendre le reste de sa production au propriétaire, au cours fixé arbitrairement par ce dernier, et non au cours du jour. Aussi, lorsqu'il a payé ses impôts, la taxe de litrage, racheté ses prestations, le métayer moyen « n'a-t-il plus rien. Il a simplement vécu, il n'a rien acquis » (20).

Cette situation d'exploité où se trouve le métayer malgache est particulièrement insupportable pendant la crise. Les diverses taxes et les impôts se maintiennent et même augmentent un peu pour certains (21), alors que les cours du riz s'effondrent, provoquant une baisse de revenus pour le métayer. « Le métayage est devenu une véritable exploitation de l'indigène par le colon » (22). Les taxes se répartissent comme suit :

— Irrigation : prix de revient pour irriguer 1 hectare : 45,75 F « Revient prohibitif et absolument disproportionné avec les résultats actuels de la culture du riz » (23).

(19) Mesure de poids équivalent à un double décalitre.

(20) Rapport économique. District de Marovoay, 1933. 2 D 156.

(21) Les Malgaches, dans le domaine de l'impôt, semblent pourtant favorisés, par rapport aux habitants de l'A.O.F. et de l'A.E.F. car l'impôt direct n'y augmente pas pendant la période. C. Coquery-Vidrovitch : *op. cit.* p. 410.

(22) Rapport économique. Région de Majunga, 1932. 2 D 136.

(23) Chambre de Commerce de Majunga. Séance du 21 novembre 1933. Chancomer 20 (A.R.D.M.).

— Impôt foncier : 5 F/ha de rizière cultivée ou non « Que rapporte la culture du riz ? Quand un métayer a payé sa taxe, versé ses redevances, il ne lui reste plus rien pour vivre. Dans ces conditions, il est tout à fait normal qu'il abandonne ce travail pour en chercher un autre plus rémunérateur ». Telle est la vision du gros colon français de la situation du métayer malgache pendant la crise ; vision alarmiste de ceux qui veulent obtenir un soutien particulier de la part de l'administration. Pour cette dernière par contre, « les bruits alarmants sur la culture du riz qui aurait tendance à disparaître sont faux : l'indigène n'est nullement découragé. La presque totalité des impôts des cultivateurs est payée, et la surface des rizières est supérieure de 579 ha à celle de 1932 » (24). Deux points de vue diamétralement opposés donc. Il est cependant incontestable que le métayer a eu à souffrir des répercussions de la crise. Et si les impôts ont été toujours payés dans une proportion respectable par les riziculteurs de la plaine de Marovoay, ce n'est pas forcément un indice de relative aisance. Cette « bonne » rentrée des impôts est obtenue tout simplement par une pression plus forte qu'auparavant sur le contribuable (25). Quant à cette augmentation de la surface cultivée, nous l'avons vu, le riziculteur malgache y est obligé pour compenser l'écroulement spectaculaire de ses revenus. En tout cas, cette situation de crise pousse le métayer à se rendre compte qu'il est exploité par le propriétaire. Aussi certains cherchent-ils à quitter le propriétaire et à s'établir à leur propre compte. Remarquons que, contrairement à ce qui se passe dans les autres districts, la propriété individuelle est déjà très répandue à cette époque dans la plaine de Marovoay. Les Merina en particulier cherchent à se faire immatriculer des terrains aussi bien dans la ville de Marovoay que parmi les rizières, habitués qu'ils sont à cette notion de propriété individuelle depuis le siècle précédent. Par contre, le Sakalava, l'autochtone, ne se fait souvent attribuer des terres que pour vendre celles-ci aux premiers ou à des Indiens.

Les riziculteurs font immatriculer à leur nom les lopins de terre qu'ils cultivent afin de lutter contre l'emprise des colons et surtout des grandes compagnies agricoles. Ils ont souvent été spoliés de leurs terres et ont dû se résigner à devenir métayers chez les grands propriétaires. Parfois ils s'établissent sur les terrains domaniaux, qui sont des lots de réserves indigènes. Cependant ces terrains sont souvent mal situés, difficilement atteints par le réseau d'irrigation. Et il s'agit aussi souvent de terres peu fertiles, les meilleures terres étant depuis longtemps distribuées aux gros colons et aux grandes compagnies. Certains métayers accèdent aussi à la propriété grâce au Crédit agricole. La Caisse locale indigène du Crédit agricole est créée le 4 mars 1933 à Marovday. Mais dès 1933, sont fondées, pour bénéficier des prêts, des Associations agricoles indigènes de Marovoay, d'Ambolomoty, d'Ankaboka. Cependant, seule celle de Marovoay fonctionne convenablement, l'utilité de ces institutions n'étant pas toujours comprises par les Malgaches.

(24) Chambre de Commerce de Majunga. Séance du 23 décembre 1933. Chancomer 20 (A.R.D.M.).

(25) Cf. plus loin, p. 443.

Une tendance nette se dessine donc, pendant la crise, à une augmentation du nombre des petits propriétaires malgaches, au dépens du système de métayage pratiqué sur les grandes propriétés. Le Malgache, plus que jamais ne cesse de lutter pour pouvoir accéder à la propriété individuelle. Cependant, il se heurte pour cela à toutes sortes de difficultés. Ne possédant pas au départ de capital d'exploitation, le nouveau propriétaire est souvent obligé d'emprunter de l'argent aux usuriers indiens, ce qui fait qu'au bout de quelques années, les effets de la crise aidant, il est à nouveau expulsé de ses terres faute de pouvoir payer ses dettes. D'autre part, l'accession du métayer malgache à la propriété est entravée par le fait que l'immatriculation est une procédure longue et onéreuse. Enfin, remarquons que le propriétaire, qui a tout intérêt à ce que ce système qui l'avantage persiste, attire les Malgaches vers le métayage dans la mesure où le métayer devient «son homme», et non plus celui de l'administration. Celle-ci ne peut exercer son autorité sur le métayer, qui échappe ainsi aux corvées des Fokonolona et qui rachète ses prestations. Et beaucoup de métayers sont loin de dédaigner de telles pratiques(26). Ainsi malgré toute sa volonté d'échapper à l'emprise des gros propriétaires européens, le métayer malgache doit souvent se résigner à être exploité.

La crise de 1930 a aussi été durement ressentie par les Malgaches de la région de Marovoay et de tout Madagascar à cause de la lourdeur des impôts. Les recettes budgétaires de l'administration enregistrent une baisse générale pendant la période ; les exportations baissent sensiblement, passant de 483 596 535 F en 1928 à 334 106 000 F en 1933(27), ce qui entraîne incontestablement une diminution des recettes des douanes. En outre, les rapports financiers des chefs de district et des chefs de province, à partir de 1931, s'accordent pour constater une baisse générale des rentrées d'impôts. C'est ainsi que, dans la région de Marovoay, en 1932, on assiste à une diminution de la taxe personnelle de 21 255 F, ainsi que de la taxe additionnelle de 64 789 F. Cela est dû «en partie à cause de l'impossibilité dans laquelle se trouvent certains contribuables indigènes de payer leurs impôts»(28). De même, le rapport mentionne qu'«à cause de la crise économique, les indigènes ayant un revenu supérieur à 4 000 F sont de moins en moins nombreux», preuve de la paupérisation de ceux-ci.

Les journaux porte-parole des nationalistes malgaches ne cessent non plus de dénoncer cette misère du peuple malgache ployant sous le poids des impôts et de l'exploitation dont il est victime. «Au moment où la crise économique atteint son maximum d'acuité, où les contribuables indigènes accablés sous le poids d'une fiscalité exorbitante ont besoin de plus de ménagement que jamais afin de leur permettre de subsister, au moment où tout accroissement

(26) Rapport économique. District de Marovoay, 1938. 2 D 156.

(27) Prunières (A.) : *op. cit.* p. 96.

(28) Rapport financier. District de Marovoay, 1932. 2 D 156.

des impôts équivaut à un véritable étranglement économique du pays, le Gouverneur général Léon Cayla vient d'instituer un nouvel impôt, le SMOTIG» (29).

Mais pour l'administration, le problème est non pas de soulager la misère des Malgaches durement atteints par la crise, mais d'œuvrer pour que les impôts rentrent. Ainsi pour le district de Marovoay, le rapport financier mentionne, en 1933, une hausse de la taxe personnelle de 112 345 F par rapport à 1932. L'afflux de population dans le district n'est pas particulièrement élevé cette année, ce qui aurait pu expliquer cette hausse. Celle-ci a été obtenue par un recensement plus serré. Il a été aussi exigé des métayers qu'ils se libèrent dès le début de l'année de leurs impôts. En outre, les exploitations ont été contrôlées, ce qui a amené la reprise aux rôles d'individus échappant au contrôle de l'impôt. Cette même action se poursuit l'année suivante. Il en résulte que le taux de recouvrement des impôts est très élevé dans le district : 92%, ce qui est très proche du taux de recouvrement en temps normal. Mais, les administrateurs eux-mêmes l'avouent, «malgré les résultats satisfaisants, il ne reste pas moins vrai que la faculté d'imposition de la population est arrivé au degré limite de compressibilité» (30). Ainsi, contrairement à ce qui se passe en AOF et en AEF, les impôts ne connaissent pas de hausse de montant à Madagascar (31). Il n'en reste pas moins vrai que ceux-ci sont plus difficiles à payer par les Malgaches dans la mesure où leurs revenus ont sensiblement baissé. Les Malgaches ressentent aussi durement l'emprise de l'administration, emprise d'autant plus forte que ses besoins financiers s'accroissent avec la politique d'investissement pratiquée dans le pays à partir de 1930-1931 (32).

La crise sévit dans la région de Marovoay à partir de 1928-29, elle se manifeste dans le domaine économique et se répercute sur le plan social par une baisse sensible du niveau de vie des Malgaches. Cependant, il semble malgré cela, que la région n'a pas été complètement ruinée par cette crise : «La région a vu fléchir les cours de ses produits naturels, les indigènes s'appauvrir, les entreprises se décourager et ne plus battre que d'une aile. Mais elle ne fait nullement figure de pays ruiné. Elle se relève avec un ressort admirable des dévastations accumulées par le cyclone du 7 février 1932 et les inondations qui l'ont suivi» (33). En plus, le dynamisme des riziculteurs malgaches et la volonté des grandes compagnies de sortir de la crise ont été aidés par l'administration, de sorte que, la conjoncture nationale et internationale aidant, la région de Marovoay se relève petit à petit de la crise. Et on peut dire que les jours favorables reviennent avec les années 1935 et surtout 1936.

(29) Dr. Ravoahangy «L'esclavage déguisé». *L'Aurore Malgache* n° 79 du 13 mai 1932.

(30) Rapport financier. Province de Majunga, 1932. 2 D 136.

(31) C. Coquery-Vidrovitch : *op. cit.* p. 410.

(32) Prunières (A.) : *op. cit.* p. 158 et suivantes.

(33) Rapport économique. Province de Majunga, 1932. 2 D 136.

II

L'INTERVENTION DE L'ADMINISTRATION : VERS LE RELEVEMENT

Si la crise a été aussi durement ressentie à Madagascar, dans la région de Marovoay en particulier, si les exportations de riz vers La Réunion ou vers la France ont ainsi été réduites à néant, c'est en partie parce que les méthodes culturales utilisées jusqu'au début des années 30 n'avaient bénéficié d'aucune innovation. C'étaient des méthodes de culture séculaires et archaïques. Le piétinage des rizières par les bœufs étant encore d'un emploi général dans la plaine (34). En outre, l'angady, la bêche traditionnelle à longue lame, reste l'outil principalement utilisé par la grande masse des métayers et propriétaires malgaches. Seules les grandes compagnies utilisent des tracteurs et des charrues, vu leur prix élevé : «entre 1 150 et 1 300 F. J'estime, pense le chef de district de Marovoay en 1929, que ce prix est excessif et qu'il serait sans doute possible en passant un marché pour plusieurs de ces instruments aratoires de les obtenir à meilleur marché» (35). De même, la sélection des semences est inconnue, ou presque, des riziculteurs de la plaine. La station agricole de Madirokely, près de Marovoay, a pour rôle en principe d'effectuer ce travail de sélection des semences, mais ses agents, sans direction digne de ce nom, livrés à eux-mêmes, et faute de budget, sont loin de donner satisfaction dans ce domaine. S'ajoutant à cela, le système d'irrigation et de drainage existe certes, mais il est loin de remplir le rôle qui lui est dévolu.

Il n'est donc pas étonnant que le rendement du riz soit peu élevé : entre 2 t et 2,5 t/ha, rendement susceptible d'être largement amélioré vu la fertilité des sols alluviaux de la plaine si un effort est accompli dans la maîtrise de l'eau et dans les méthodes culturales. En tout cas, la crise économique et des conditions atmosphériques défavorables ont fait que, non seulement Madagascar a perdu ses débouchés extérieurs — le marché français et le marché réunionnais — mais encore a été envahi par les riz indochinois. C'est ainsi que le pays en a vu débarquer sur ses côtes 3 752 t en 1933, 30 000 t en 1934, 4 276 t en 1935 (36). Ces riz indochinois, dont le prix de revient est moins élevé que celui des riz malgaches, bénéficient aussi des tarifs de transport avantageux, réussissant ainsi à concurrencer les riz malgaches sur la côte Est même de Madagascar.

Cette situation économique désastreuse sur le plan général incite l'administration à intervenir de façon conséquente dans les divers secteurs de l'économie.

(34) Le cas du district de Marovoay est exceptionnel dans la région de Majunga : son cheptel bovin est destiné en partie à la traction et au piétinage, ce qui n'est pas le cas dans les régions d'élevage de la contrée.

(35) Rapport économique du District, 1929. 2 D 156.

(36) François (E.) : La riziculture à Madagascar en la saison de 1935 et 1936. Rapport établi pour le Comité d'Etudes des riz. *Bulletin Economique* n° 7, 3e trimestre 1936, pp. 260-272.

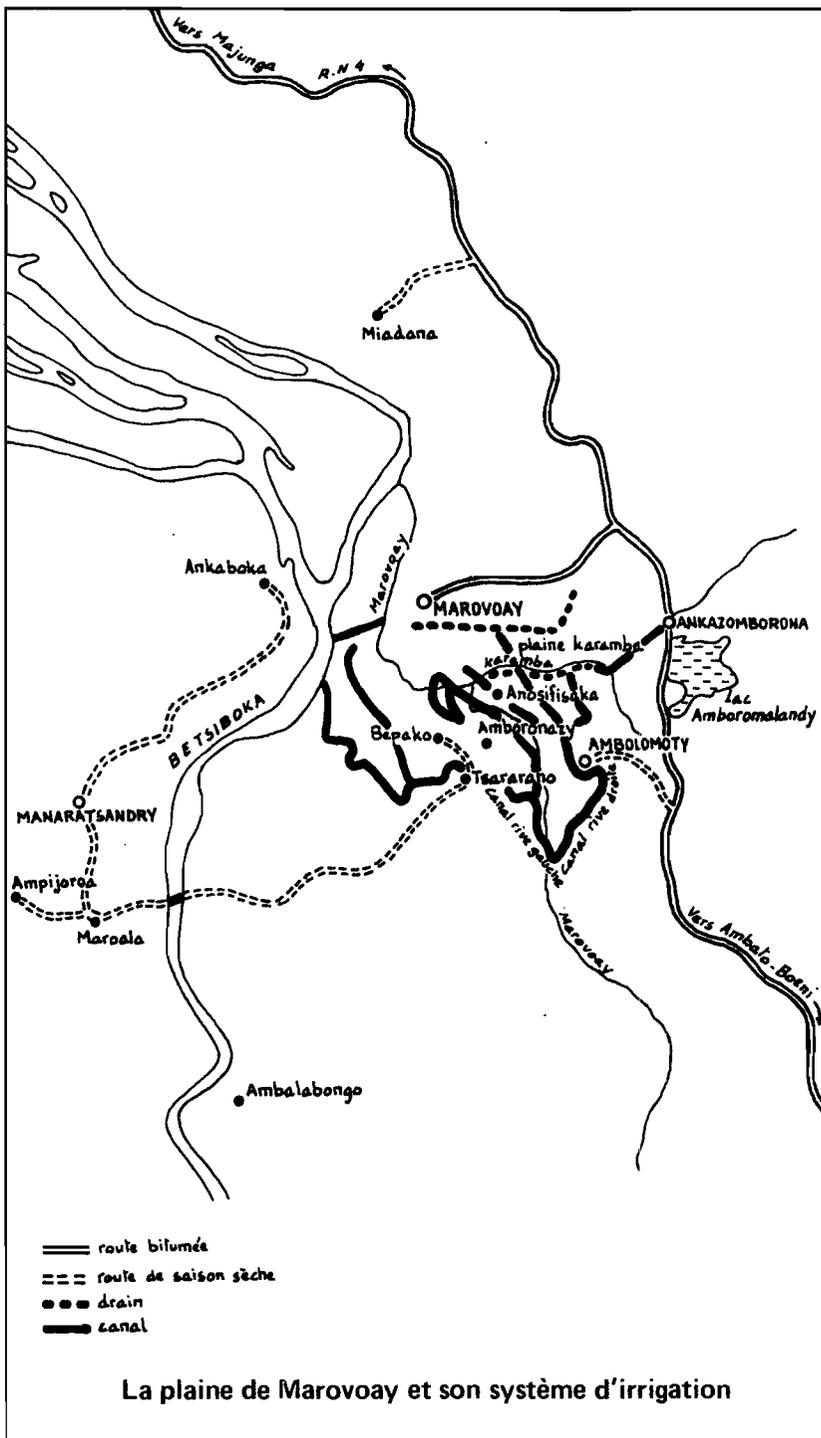
En effet, pense C. Coquery Vidrovitch (37), la crise eut pour effet de cristalliser une contradiction fondamentale, la nécessité de réformes structurelles susceptibles de répondre aux exigences nouvelles de l'impérialisme, par l'accession du domaine colonial à un niveau de développement supérieur des forces productives ... «La crise accélérera donc l'adoption des idées modernistes lancées du temps de Sarraut par la plupart des praticiens de la colonisation : à savoir, la nécessité d'une politique concertée, avec l'intervention de l'Etat, garantissant l'afflux de capitaux publics nécessaires aux travaux onéreux réputés dorénavant indispensables pour susciter des activités rentables et ouvrir le pays à l'économie moderne» (37). Au sortir de la première guerre mondiale, en effet, le ministre des Colonies Albert Sarraut avait déposé, en avril 1921, un projet de mise en valeur des colonies françaises qui prévoyait un certain nombre de travaux d'équipement aussi bien en Afrique française qu'à Madagascar. Cependant la crise économique de 1921 entraîne une chute brutale des prix des produits coloniaux, et stoppe l'afflux des capitaux étrangers dans les colonies (38). Le plan Sarraut est abandonné, et ce n'est qu'en 1929 que le ministre Maginot, dans le cadre des mesures de lutte contre la crise, le remet à l'ordre du jour.

A Madagascar, une politique d'investissement est décidée, dès avant la crise. Elle reçoit un début d'exécution en 1931, grâce à un emprunt extérieur s'élevant à 735 millions (39). Cette intervention métropolitaine dans les colonies françaises «visait à doter l'empire d'une infrastructure de base destinée à rentabiliser l'effort d'exportation en abaissant le coût d'évacuation des produits» (40). Dans ce but, l'administration entreprend des grands travaux pour améliorer ou plus précisément créer dans la plupart des régions, une infrastructure de voies de communication pour désenclaver les régions riches en produits d'exportation ou les greniers à riz du pays. Pour l'évacuation de ces mêmes produits vers l'extérieur, des ports sont aménagés ; c'est le cas de Tamatave, détruit par le cyclone de février 1927, de Majunga et de Diégo-Suarez, tous les trois ports en eau profonde. La circulation intérieure est favorisée par la construction de la voie ferrée du Sud-Est, Fianarantsoa-Manakara, qui permet de débloquer le pays betsileo et d'évacuer les produits d'exportation du Sud-Est. L'effort entrepris du côté des routes est aussi considérable. Dans la région de Marovoay qui nous intéresse, le réseau des voies de communication est assez dense, relativement au reste du pays et surtout des régions côtières. La région est en effet, favorisée dans ce domaine dans la mesure où elle bénéficie à la fois d'une liaison par eau et par route avec le port de Majunga. La Betsiboka,

(37) Coquery-Vidrovitch (C.) : Colonisation ou impérialisme : la politique africaine de la France entre les deux guerres. Polycopié pp. 9-10.

(38) Suret-Canale (J.) : Afrique Noire : l'ère coloniale : 1940-1945. Editions Sociales 1964, pp. 352-353.

(39) Les dépenses engagées concernant, pour près de 65 % de ce montant, l'amélioration des voies de communication. Le reste est destiné à l'hydraulique agricole et à l'assainissement d'une part, à des réalisations sociales (assistance médicale et enseignement) et administratives d'autre part. Cf. Prunières (A.) *op. cit.* p. 159.



qui est reliée à Marovoay par le canal d'Antanteraka permet aux marchandises en provenance de Marovoay de rejoindre Majunga en deux heures. Quant à la route Majunga-Marovoay, elle n'est certes pas goudronnée, mais les véhicules relient les deux villes rapidement(40). En outre, la plaine est sillonnée par un réseau de pistes assez dense reliant les principaux villages comme Ambolomoty, Maroala, Manaratsandry entre eux, et avec la ville de Marovoay. Enfin des pistes font converger les produits agricoles de régions plus éloignées (celles d'Ambato Boéni, Port-Bergé et Mandritsara), vers le port de Marovoay. Les marchandises sont ensuite acheminées vers Majunga par ce port, dont le trafic connaît une progression certaine malgré la crise(41).

Avec l'ère des grands travaux, le réseau routier est amélioré grâce à l'ouverture, en saison sèche, à partir de 1933, de la Nationale 4 reliant Tananarive à Majunga, un embranchement de 13 km bitumé rejoint Marovoay, ce qui entraîne un développement considérable de la circulation des marchandises entre la région de Marovoay-Majunga et la Capitale. Les grands ponts sur la Betsiboka et le Kamoro sont ouverts à la circulation en 1937. De nouvelles pistes sont aussi tracées dans la région, sur la rive gauche de la Betsiboka, reliant celle-ci à des régions enclavées jusque là comme celles de Kandreho et de Mitsinjo. D'autre part, la circulation fluviale se trouve améliorée par l'approfondissement du canal d'Antsahatanteraka, et l'aménagement des berges de la Betsiboka à certains endroits. Les travaux les plus importants concernent, dans la région, l'aménagement du port de Majunga ; le nouveau port aménagé est inauguré en 1937 par le Gouverneur général.

A part ce gros effort du côté de l'infrastructure de voies de communication, l'administration s'emploie aussi à améliorer le système du réseau hydraulique de la plaine. Le système d'irrigation a commencé à être établi à partir de 1908, mais le gros des aménagements a été effectué de 1917 à 1927. Il se fait par les eaux dérivées de la rivière Marovoay au moyen de deux canaux principaux, le canal rive droite et le canal rive gauche. Des canaux secondaires partent des canaux principaux et amènent l'eau d'irrigation par des caissons ou des canaux tertiaires dans les rizières. Les grandes compagnies, de leur côté, ont complété le système créé par l'administration par l'implantation d'un système de pompage. La Compagnie Franco-malgache a installé des stations de pompage sur ses domaines en 1928 à Maroala, à Ankazoniabo et à Ankaladina, par exemple. Le système de drainage est moins bien organisé que celui de l'irrigation. Il permet pourtant l'évacuation rapide des eaux de pluie qui séjournent dans la plaine dès le mois de mars, et par conséquent le repiquage précoce. Les efforts de l'administration en matière de maîtrise de l'eau visent à partir de 1931, d'une part à étendre et à perfectionner le système d'irrigation et

(40) Remarquons cependant que cette liaison rapide ne sert pas la masse des Malgaches car les moyens de transport par route sont chers et prohibitifs. Seuls les Européens, les Indiens et les Malgaches aisés utilisent la route.

(41) Le trafic du port est de 5 395 t. en 1928, 6 720 t. en 1929, 5 600 t. en 1930, 8 300 t. en 1931, 8 119 t. en 1932 (Rapport économique de Marovoay, 1936. 2 D 156).

à améliorer celui du drainage. Les travaux concernant la plaine de la rivière Karambo et le lac d'Amboromalandy, à l'est de Marovoay, consistent dans la construction d'un canal permettant d'irriguer quelque 5 000 ha de rizières. D'autre part, pour résoudre le problème de l'irrigation en cas de saison sèche prolongée, un barrage est établi en 1931 sur un affluent de la Marovoay. Concernant le drainage, l'administration comme la Chambre de commerce de Majunga reconnaissent la nécessité de compléter le système existant pour éviter le danger des inondations précoces, nuisibles aux cultures. Aussi la Chambre de commerce dans sa séance du 26 février 1934 attire-t-elle l'attention du Gouvernement général sur l'importance primordiale des travaux de l'exécution d'un programme complet. Le drainage convenable de la plaine nécessite des travaux d'une valeur de 600 à 800 000 F, à effectuer par des prestataires. Ils ont été possibles grâce à des crédits d'emprunt mais aussi à la contribution financière de la Chambre de Commerce de Majunga. Débutant en 1934 et 1935, ces travaux servent à rectifier le cours et à abaisser le plafond de la Marovoay et de la Karambo. Trois drains principaux sont prévus pour cela. En outre, l'ancien canal Barira réouvert à l'évacuation des eaux a rendu, à partir de 1935, à la culture une plaine inculte depuis 1913. Un autre drain de 5 km de long décongestionne la plaine d'Ambanjabe et de Bepako. Enfin, en 1936, un drain de 800 m a été percé entre les villages d'Amboronazy et celui d'Andranodaka.

Tous ces grands travaux ont été entrepris pour augmenter la surface cultivée en riz, et pour améliorer le rendement. Dans le même but, l'administration pense aussi qu'il faut une «amélioration de la qualité de nos produits et un abaissement sensible de leur prix de revient»(42). Il faut ainsi développer la production des riz destinés à la consommation intérieure. Cependant le riz ordinaire n'est pas concurrentiel sur le marché international, vu son prix de revient très élevé par rapport au riz indochinois en particulier. Aussi l'administration propose-t-elle l'extension de variétés plus appréciées sur le marché métropolitain et mieux cotées, le *vary lava*, riz de luxe. C'est ainsi qu'est créé en 1930 un Comité d'Etudes et de Propagande du Riz, lequel groupe des représentants des compagnies de navigation, des services d'exploitation des chemins de fer, des riziculteurs, des usiniers et des commerçants en riz. Ce Comité est constitué pour «proposer les divers moyens à employer pour développer la culture, l'usinage et le commerce du riz malgache. A cet effet, il recense les terrains susceptibles d'être aménagés en rizières et examine les mesures capables d'assurer leur complète mise en valeur, détermine les variétés à propager dans chaque région, en vue de l'exportation. Il étudie ... la formation de groupements d'usiniers pour la sélection des riz destinés à l'extérieur ...»(43). Sous la direction de ce comité une campagne active de propagande en faveur du *vary lava* commence dès août 1931 dans la plaine de Marovoay. Elle insiste sur la nécessité impérieuse pour les riziculteurs de s'adonner progressivement à la culture presque exclusive du *vary lava*. Elle se propose ainsi comme objectif

(42) Service de l'Agriculture. Rapport annuel 1933. Cabinet Civil D 124 (ARDM).

(43) Feugas (Y.): *op. cit.*

que les nouvelles terres mises en culture dans la plaine de la Karambo soient consacrées uniquement à la culture du *vary lava* (44).

Cette propagande s'adresse d'abord aux grandes compagnies et aux colons qui, en pleine crise, ont préféré abandonner toute tentative d'effectuer de nouveaux investissements dans la riziculture : c'est le cas par exemple de la CAIM et de certains gros colons qui ont orienté une partie de leurs efforts à partir de 1930 vers des cultures jugées plus rémunératrices et exigeant moins de frais comme l'arachide et le sisal. La compagnie Franco-Malgache par contre, plus entreprenante, plus dynamique fait un effort sérieux pour se lancer dans la culture du *vary lava* dès 1931 et elle a obtenu des résultats encourageants(45). Mais l'action du service de la propagande agricole est surtout destinée à toucher le cultivateur malgache, aussi bien le métayer des grandes concessions que le petit propriétaire. «C'est pour le cultivateur indigène, en lui montrant comment il peut améliorer ses méthodes de travail, en lui fournissant les premiers plants ou semences que nous voulons obtenir un rendement croissant, en lui mettant en mains les très simples outils qui doubleront sa puissance de production, en l'encadrant en somme, durant quelques années, que nous parviendrons au but recherché»(46). Cet effort de propagande en faveur du *vary lava* est une œuvre de longue haleine, car le cultivateur malgache hésite à adopter des variétés de riz qui exigent un surplus de travail et un minimum d'investissements. Or, il est souvent dans l'impossibilité de fournir le petit capital requis.

Remarquons aussi que, dans cette tâche de propagande en faveur de la culture du *vary lava*, l'administration est secondée par la Chambre de Commerce de Majunga. Elle invite les pouvoirs publics à pourvoir les stations agricoles de plus larges crédits. A défaut, elle projette de se joindre à l'Etat, distribuant des primes et des ristournes aux cultivateurs de *vary lava*(47). Elle décide même de mettre à la disposition du Service de l'Agriculture une somme de 100 000 F pour l'achat de semences pures de *vary lava* (à la station agricole de Nanisana, à Tananarive) et pour l'encouragement de la production de semences pures(48). Plus que cela, elle accède à la demande de la station de Madirokely, qui voudrait faire acheter du matériel nécessaire au triage des graines(49). Cette action conjuguée des pouvoirs publics et du secteur privé, par le biais de la Chambre de Commerce, semble porter ses fruits à partir de 1933-1934. C'est à ce moment, en effet que la CAIM, enfin consciente de la nécessité de s'adapter à la conjoncture nouvelle et de changer de structures, adopte les nouvelles variétés de riz. En outre, toutes les semences disponibles à la station agricole cette

(44) Rapport économique. District de Marovoay, 1931. 2 D 156.

(45) Rapport économique. District de Marovoay, 1932. 2 D 156.

(46) Service de l'Agriculture. Rapport annuel 1933. Cabinet Civil D 124.

(47) Chambre de Commerce de Majunga : séance du 3 mars 1931. Chancomer 19 (ARDM).

(48) Chambre de Commerce de Majunga : séance du 12 février 1932. Chancomer 19 (A.R.D.M.).

(49) Chambre de Commerce de Majunga : séance du 13 avril 1933. Chancomer 19 (A.R.D.M.).



année-là ont été achetées, preuve que les riziculteurs malgaches eux-aussi ont compris les avantages des variétés destinées à l'exportation. Il faut dire que les activités de ce Service de la Propagande agricole ont été largement justifiées par les résultats obtenus par la station agricole de Madirokely.

La station agricole de Madirokely créée en 1926, commence à fonctionner en 1928 avec l'introduction de semences de *vary lava* en provenance de la Station de Nanisana. L'insuffisance de crédits l'empêche cependant de remplir convenablement ses fonctions, les pouvoirs publics n'ayant pas encore accordé de l'importance aux recherches rizicoles, comme ce fut le cas par la suite. Ce n'est qu'en 1930-31 que commencent les véritables recherches sur l'amélioration de la culture du *vary lava*. La sélection des semences doit être reprise, et l'aménagement en rizières des marais de la station et leur mise en culture commencent alors. Sa première tâche consiste à conserver la pureté des variétés de *vary lava* pour la production et la distribution de semences pures. Elle se livre aussi à l'étude des variétés locales, à la sélection de ces espèces et à l'amélioration de leur qualité (translucidité des grains en particulier)(50). La station produit ainsi des *vary lava* cultivés selon les méthodes les plus modernes, triés et sélectionnés. Le rendement obtenu, 5 à 6 t/ha, est bien plus élevé que celui de la riziculture traditionnelle (2 t à 2,5 t.). Sa production sans cesse croissante est ensuite distribuée en semences aux compagnies, colons et riziculteurs malgaches qui lui en font la demande.

Toutes ces mesures — propagande en faveur du *vary lava*, encouragement de la recherche sur ces variétés, grands travaux d'aménagement — ne sont pourtant pas suffisantes pour protéger la riziculture malgache, d'après la grande colonisation. Aussi ne cesse-t-elle de se plaindre des conséquences néfastes de la crise et de demander des mesures pouvant alléger les charges des riziculteurs. La Chambre de Commerce de Majunga propose aussi les mesures à prendre pour arrêter la baisse de la production agricole(51). Etant donné l'effondrement des cours des riz, elle pense que le riz ne peut être considéré comme une culture riche de première catégorie et devrait payer comme impôt foncier 1 F et non plus 5 F/ha. En outre, les redevances à payer sur l'eau devraient être purement et simplement supprimées, pour que les cultivateurs malgaches, dont les revenus baissent considérablement, ne se voient dans l'obligation d'abandonner la riziculture(52). En réalité, les riziculteurs malgaches ne pensent pas du tout abandonner la culture du riz, malgré les effets de la crise sur leurs revenus. Le problème pour les grandes compagnies et les colons, c'est que les Malgaches aspirent à travailler pour leur propre compte, d'où une diminution du nombre des métayers. Enfin, la grande colonisation, qui s'émeut de l'entrée massive du

(50) MONTAGNAC : Recherches sur le riz effectuées à la Station de Marovoay. *Bulletin Economique* n° 7, 3e trimestre 1936, pp. 272-283.

(51) En réalité, nous l'avons vu, il n'y a pas baisse de production de manière générale. Il y a seulement que c'est celle des grandes exploitations capitalistes qui baisse avec le départ des métayers qui s'installent ailleurs.

(52) Chambre de Commerce. Séance du 18 août 1934. *Chancomer* 19.

riz indochinois en 1934, pense que la solution radicale pour stopper ces importations est d'instaurer une taxe d'importation de 100 F par tonne sur les riz de provenance extérieure. On voit bien la réaction d'une classe sociale réduite en nombre mais économiquement puissante, habituée à de gros profits et qui cherche par tous les moyens à conserver ses avantages. Elle évoque les intérêts et les réactions des cultivateurs malgaches, alors qu'elle craint surtout pour ses profits, que la crise a amoindris. Les cultivateurs malgaches de leur côté, semblent se résigner à cette situation. Les taxes et les impôts sont régulièrement payés, sous la pression de l'administration qui s'aggrave, mais aucun mouvement de contestation et encore moins de révolte ne se manifeste dans la région (52).

Quant à l'attitude des pouvoirs publics vis-à-vis de toutes ces revendications de la grande colonisation, elle montre leur désir de ne pas se laisser ébranler par celles-ci. Ils sont conscients des conséquences de la crise mais ne considèrent pas la situation comme catastrophique, pour les colons comme pour les Malgaches (53). Aussi ne s'affolent-ils pas outre mesure. L'administration conteste d'abord le caractère insupportable de ces taxes même en cette période de crise. En outre, diminuer les taxes de litrage, ce serait réduire à l'inaction le service de l'hydraulique agricole de la plaine qui est déjà déficitaire. Au contraire, l'administration réagit par un contrôle plus serré de la répartition de l'eau, ce qui lui permet de dépister les fraudes et par conséquent d'augmenter les recettes du service. Cette action est d'autant plus nécessaire que l'Etat, nous l'avons vu, engage des dépenses importantes pour parfaire la maîtrise de l'eau dans la plaine. Cependant, nous l'avons vu, la première victime de la crise reste le métayer malgache «insuffisamment rétribué en raison des faibles cours du paddy et par suite du maintien des anciennes conditions de métayage» (54). Quant à l'institution d'une taxe d'importation pour protéger le riz malgache, l'administration la juge inapplicable dans la mesure où l'Union douanière de 1928 implique la franchise réciproque entre les colonies françaises. Remarquons aussi d'ailleurs que cette pointe dans les importations de riz indochinois qui se produit en 1934 est exceptionnelle — due aux mauvaises récoltes de 1933 provoquées par des conditions atmosphériques défavorables. A partir de 1935, elles baissent rapidement jusqu'en 1940. En tout cas, l'intervention de l'administration dans le secteur économique à partir de 1930 marque une rupture avec la politique coloniale appliquée depuis le début de la colonisation. Si jusque là, la France intervenait le moins possible, son principe vis-à-vis des colonies étant l'autonomie financière de celles-ci, avec la crise, elle s'est efforcée de doter ses colonies d'un minimum d'infrastructures et de moderniser les structures économiques. Cette intervention a permis à l'économie de s'adapter.

(53) Ce n'est pas le cas dans la région voisine, celle de Port-Bergé, où l'oppression coloniale est dénoncée par les nationalistes.

(54) Rapport politique. District de Marovoay 1937. 2 D 156.

III

1935—1936 A 1939 : LE RELEVEMENT ET L'EVOLUTION DE L'ECONOMIE

Avec la crise et l'intervention de l'Etat, le secteur agricole connaît un début de modernisation. L'effort a porté surtout sur les zones susceptibles de fournir des produits destinés à l'exportation, et dans une moindre mesure sur celles où se développent les cultures vivrières. La politique française à ce sujet est claire. « Le législateur français a voulu développer dans ses territoires d'outre-mer des cultures complémentaires de celles de la métropole. Il a voulu encourager ses colons en leur demandant de fournir désormais à la métropole les denrées alimentaires qu'elle importait de l'étranger » (54). Par un système de prime, la France encourage ainsi certaines cultures comme le paka, le sisal, le café, le manioc et ses dérivés. Concernant le riz, l'exportation des variétés de luxe est encouragée, et la plaine de Marovoay est une des régions où ces variétés se développent. En outre, une des conséquences de la crise dans la plaine aussi est l'essor de la culture de l'arachide, non pour l'exportation mais pour la consommation intérieure, une consommation relativement importante qui autorise l'extension de cette culture.

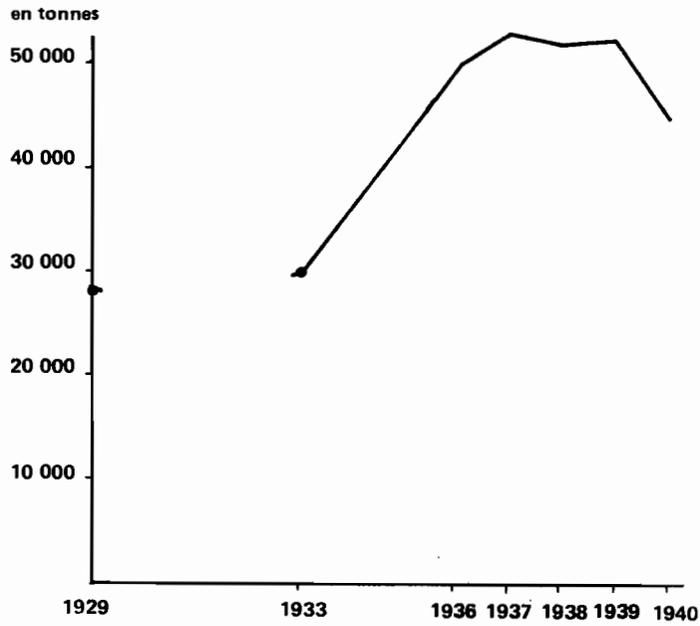
La culture du *vary lava* commence à s'étendre à partir de 1931, dans la plaine de Marovoay. A ce moment-là, seuls la Compagnie Franco-Malgache d'Entreprises et quelques rares colons l'ont adoptée. Il a été vendu alors 600 kg de semences pures. Mais les effets de la propagande du Service agricole sont tels qu'en 1932, la culture fait des progrès puisque 22 625 kg de semences ont pu être distribués. En 1933, avec l'adoption de ces variétés nouvelles par la CAIM, on peut dire que le *vary lava* est définitivement établi dans la plaine, car les colons ont compris que « si la colonisation partielle de la côte ouest veut tenir, elle doit changer de méthode, trouver de nouveaux débouchés à une clientèle plus difficile, et par conséquent se livrer à la culture d'un produit plus riche parce que plus recherché » (55). A ce moment-là, une partie de la plaine est définitivement vouée au *vary lava*, la région d'Anosifisaka et d'Ambolomoty. La production de *vary lava* de la plaine est alors de 1 000 t. Cependant, l'exportation rizicole vers la France se trouve freinée par la faiblesse des cours. Le marché français est alors envahi par les riz long grain américains, ou les riz d'Italie et de Java. Ces riz bénéficient chez eux d'une prime à l'exportation, ce qui permet à leurs exportateurs de pratiquer des prix inférieurs à ceux des riz malgaches : les riz des Etats-Unis se vendent à 1 650 F et même à 1 450 F la tonne. « Aussi le *vary lava* trouve-t-il difficilement preneur à 1 500 F la tonne (56). Il en résulte que, sur le marché intérieur, la différence de prix du *vary lava* et du riz ordinaire n'est pas suffisamment importante. Le producteur insuffisamment rémunéré de ses efforts hésite à développer la culture du *vary*

(54*) PRUNIERES (A.) : *op. cit.* p. 142.

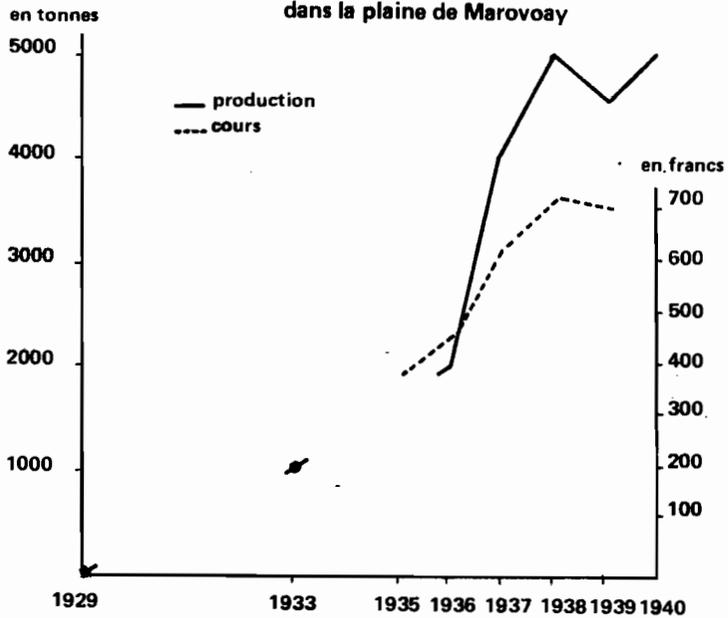
(55) Rapport économique. District de Marovoay 1933. 2 D 156.

(56) FEUGEAS (Y.) : *op. cit.* p. 178.

3. La hausse de la production rizicole dans la plaine de Marovoay



4. Evolution de la production et des cours du vary lava dans la plaine de Marovoay



compagnies qui profitent des innovations, des investissements entrepris par les pouvoirs publics, et elles produisent la plus grande partie du riz destiné à l'exportation.

Quant à la production rizicole elle-même, elle enregistre une hausse constante jusqu'en 1937, puis se maintient (Graphique 3).

Les années 1936-37 constituent une période favorable à la riziculture de la plaine en général et à la culture du *vary lava* en particulier, non seulement à cause de bonnes conditions atmosphériques mais encore grâce à la hausse des cours, marquant la fin du marasme économique. Cette hausse des cours du *vary lava* est conditionnée par les cours français, lesquels sont « favorisés par la dévaluation monétaire et par une moins grande concurrence des riz asiatiques sur les marchés français » (61). Sur le plan local aussi, l'institution de foires biennuelles consacrées uniquement à l'exposition et à la vente de *vary lava* encourage les cultivateurs malgaches à étendre la culture de ces variétés. Le *vary lava* est en effet vendu directement, au cours de ces foires, aux usiniers, sans passer par les innombrables intermédiaires. La hausse régulière de la production de *vary lava* témoigne de ce succès toujours croissant de ces variétés destinées à l'exportation (Graphique 4).

Le bond décisif se place en 1937, c'est-à-dire l'année suivant l'institution des premières foires de *vary lava* dont les résultats ont été encourageants puisque les cours sont nettement plus élevés que ceux des riz ordinaires (100 à 150 F par tonne). La légère baisse qui se produit en 1939 est purement passagère, puisque la production remonte l'année suivante. On peut dire que cet effort de développement de la culture du *vary lava* dans la plaine de Marovoay est décisif dans l'orientation de son économie, désormais sa vocation de produire pour l'exportation est acquise. Au lendemain de la guerre, les recherches de la station agricole continuent et les techniques rizicoles s'améliorent. Cependant la production globale de la plaine ne surpasse pas celle de cette période florissante de 1935-36 à la seconde guerre mondiale (61).

La crise a aussi eu pour conséquence, dans la plaine de Marovoay, une diversification des cultures avec le développement de l'arachide. Cette culture qui n'était destinée qu'à la consommation locale jusqu'en 1933 se développe considérablement à partir de cette date. Les prix proposés aux producteurs ne cessent en effet de s'élever : le prix de la tonne qui était de 500 F en 1935 atteint 1 000 à 1 200 F l'année suivante. C'est un produit de culture relativement facile, n'exigeant pas beaucoup de soins et qui complète la riziculture dans la mesure où elle ne se fait pas sur les mêmes terres. Pour cette culture aussi, l'intervention de l'Etat se manifeste par les subventions accordées à la Station agricole, qui effectue des recherches pour la sélection des semences,

(60) Rapport économique. District de Marovoay. 1939-1940. 2 D 156.

(61) Rapport économique. District de Marovoay. 1937. 2 D 156.

(61) La production rizicole de la Plaine entre 1954 et 1961 par exemple ne dépasse jamais 5 000 tonnes (cf. Sous-Préfecture de Marovoay. S.C.E.T.-Coopération 1961).

lesquelles sont distribuées aux cultivateurs intéressés. Quant au Service de la Propagande, son effort consiste à vendre des charrues bon marché et dans l'institution de la foire annuelle des arachides qui se tient en mai à Ambolomoty, ce qui place les cultivateurs à l'abri des spéculateurs. La production est aussi encouragée par la demande toujours croissante des huileries de Majunga, qui jusque là s'approvisionnaient dans des zones plus éloignées, au prix de transports onéreux. La région de Marovoay, au contraire, est bien placée pour ravitailler Majunga. Il n'est donc pas étonnant que la production d'arachide de la plaine passe de 222 tonnes en 1931 à 1 000 tonnes en 1937 et à 1 200 tonnes en 1938.

La relance des activités économiques à partir de 1935-36 et la hausse des cours entraînent un certain mieux être dans la plaine, se traduisant en particulier par une vigueur nouvelle des échanges. Mais cette augmentation du volume des affaires profite surtout aux grandes compagnies et aux gros colons français, elle n'entraîne pas une amélioration des conditions d'existence de la masse des travailleurs malgaches. En outre, le Front Populaire, avec ses lois sociales, ne manque pas d'influencer ces conditions d'existence et de provoquer différentes réactions.

*
* *

C'est un lieu commun d'affirmer qu'à Madagascar, pendant la période coloniale, le problème de la main-d'œuvre s'est posé dès le début et que les diverses solutions proposées n'ont pu le résoudre. Il s'est posé avec d'autant plus d'acuité dans la plaine de Marovoay qu'il s'agit d'une agriculture dominée par la grande propriété capitaliste et qui a besoin d'une main-d'œuvre pour l'agriculture. Les autochtones, les Sakalava, ne peuvent constituer une main-d'œuvre pour l'agriculture, ce sont traditionnellement des éleveurs et non pas des cultivateurs. L'administration ne peut les contraindre à s'embaucher chez les concessionnaires puisqu'ils paient régulièrement leurs impôts et accomplissent leurs prestations. La main-d'œuvre est donc constituée par des immigrants venant des régions traditionnellement vouées à la riziculture. Les premiers établis, et les plus nombreux sont les Merina, qui sont surtout propriétaires, les Betsileo, propriétaires ou plus souvent métayers(62). Les Antaimoro sont venus plus tardivement. Ce sont des immigrants temporaires. Cependant, cette immigration des Antaimoro diminue fortement à la fin des années 20 à cause de l'ouverture d'importants chantiers dans le sud, dans le sud-est (aménagement du port de Manakara, par exemple), à Tamatave (qui est à reconstruire après le cyclone de février 1927). D'où le recours à une immigration antandroy.

(62) La situation est donc telle que les autochtones sont supplantés par les riziculteurs provenant d'autres régions. Elle n'évolue que très lentement. Dans les années 60 encore, à Ambolomoty par exemple, les Merina continuent à être majoritaires (Sous-Préfecture de Marovoay SCET-Coopération 1962, p. 24).

1927	arrivée de 367 Antaimoro		
1928	- 157	-	et 22 Antandroy
1929	- 106	-	et 30

Mais les conditions de travail sont telles que beaucoup, parmi ces Antandroy, préfèrent résilier leur contrat.

Pendant la crise, beaucoup d'Antaimoro ont dû regagner leur région d'origine, de nombreux chantiers de Travaux Publics étant fermés après l'achèvement des travaux et avec le marasme des affaires. Il y a eu aussi, selon les colons, exode forcé de la main-d'œuvre antaimoro, refoulée sur son pays d'origine par l'administration locale qui la rend responsable de certains actes de banditisme(63).

Mais c'est surtout avec le retour de la prospérité que le problème de la main-d'œuvre est le plus alarmant pour les grandes compagnies et les colons puisqu'il y a d'une part augmentation des surfaces cultivées consécutive aux travaux d'aménagement et d'autre part, adoption du *vary lava*, variété plus exigeante en travail que les riz ordinaires, ce qui suppose un surcroît de main-d'œuvre. Mais justement au moment où les colons et les sociétés ont besoin de main-d'œuvre, beaucoup d'indigènes, autrefois salariés ou métayers chez les colons, se sont cherché un coin de rizière, et cultivent pour leur propre compte par suite des cours élevés des paddys(64). Les grandes compagnies comme la CAIM essaient de se procurer des bras en organisant elles-mêmes le recrutement de leurs ouvriers agricoles dans le sud. Cependant la majeure partie des colons de la région de Majunga pensent que «la solution timide des petits recrutements ne peut constituer une solution au problème de la main-d'œuvre. C'est la création de véritables colonies de travailleurs qu'il convient d'envisager. Le recrutement ne doit plus être à la charge des colons. Il doit se faire par l'intervention bienveillante de l'administration qui organiserait l'exode des populations du sud vers les régions plus favorisées» (65). Une fois encore, la grande colonisation demande le secours de l'administration, à laquelle elle reproche d'ailleurs de ne pas défendre suffisamment ses intérêts. Remarquons cette tendance de la grande colonisation et de l'administration coloniale aussi, de ne considérer le grand sud, le pays antandroy, que comme un réservoir de main-d'œuvre et non comme une région qui vaut la peine d'être développée. Ceci est à l'origine de bien des conflits politiques. Il n'est pas étonnant d'ailleurs que le problème de la main-d'œuvre soit aussi difficile à résoudre : il ne peut trouver de solution que dans la mesure où la main-d'œuvre est équitablement rémunérée. Or, rapports administratifs et interventions de colons dans les Chambres de Commerce se contentent de démontrer la paresse des Malgaches, leur imprévoyance, leur état primitif, leur manque de courage au travail régulier. Pourtant, les salaires accordés aux autochtones sont sans rapport avec le coût de la vie, c'est

(63) Chambre de Commerce de Majunga. Séance du 23 décembre 1933. Chancomer 19.

(64) Rapport économique. District de Marovoay. 1938. 2 D 156.

(65) *Le Phare de Majunga* n° 1296 du 21 septembre 1935.

ce que ne cesse de dénoncer la presse nationaliste. «Et ceux qui ne peuvent pas payer l'impôt sont en prison ... Ceux qui suent, c'est nous, ceux qu'on emprisonne, c'est nous ... Ceux dont on rogne les maigres salaires, c'est nous» (66).

Survient une nouvelle réglementation du travail en décembre 1936, en avril 1938, avec le Front Populaire. En particulier, la journée de travail est réduite de 10 heures à 8 heures. Ceci provoque une opposition générale de la part des grandes compagnies et des grandes entreprises. Elles y voient bien entendu, une baisse de leur marge de profit et prédisent même leur ruine et donc celle de l'économie malgache. «Oui ou non, veut-on ruiner Madagascar pour avoir l'air d'esquisser un petit programme de réformes sociales copiées sur la métropole, inapplicables à nos populations, alors que dans le but de les faire évoluer, il s'agit, bien loin de diminuer les heures de travail, de leur en montrer la noble nécessité» (67). Cette opposition de la colonisation aux mesures sociales et à toute hausse des salaires est telle que, même pendant cette période de prospérité que connaît le pays entre 1935-36 et la guerre, le pouvoir d'achat des travailleurs diminue, puisque les rares hausses de salaires sont loin de compenser celle du coût de la vie. «La résorption de la crise ne se traduit jamais par un rétablissement du prix réel salarial au niveau antérieur, et même ne fit qu'accélérer la détérioration (chute libre du prix réel salarial à Madagascar et en AEF)» (68). Ainsi si la crise, eut pour conséquence la modernisation des structures économiques de la colonie, une meilleure adaptation de l'économie aux impératifs de la métropole, elle engendra, par contre, une exploitation encore plus grande du travailleur malgache.

*

*

*

La crise de 1930 a fait ressentir ses effets dans la plaine de Marovoay à partir de 1929-1930, avec l'effondrement des cours du riz, et l'on ne perçoit un début de relèvement qu'à partir de 1935-1936. Elle a durement touché la majeure partie des Malgaches, c'est-à-dire ceux qui ne possèdent pas la terre : les ouvriers agricoles et les métayers. Ces derniers, en particulier, souffrent de la lourdeur des impôts et des différentes taxes qui pèsent sur eux, et non sur les propriétaires de la terre, d'où une baisse substantielle de leurs revenus, qui les incite à abandonner le métayage pour devenir petits propriétaires fonciers. Cependant il semblerait que le sort de ces cultivateurs de la plaine soit relativement favorable comparé à celui des éleveurs, qui doivent se dépouiller de leurs troupeaux pour s'acquitter de leurs impôts. Leur sort est aussi meilleur que

(66) *La Nation Malgache* : «Madagascar aux Malgaches», n° 5 du 22 novembre 1935.

(67) *Le Phare de Majunga* n° 1444 du 4 février 1939.

(68) COQUERY-VIDROVITCH (C.) : *L'Afrique et la crise de 1930*, op. cit. p. 420.

celui des Malgaches des autres régions comme le Sud en particulier où les prix du riz à la consommation sont élevés. Malgré ces conditions relativement plus avantageuses, il est indéniable qu'avec la crise, la pression de l'administration sur la masse des contribuables malgaches se fait sentir plus qu'avant, celle-ci compensant le manque à gagner sur ses recettes fiscales par un contrôle plus serré des contribuables. Cependant, s'il n'y a pas eu de baisse d'impôt, l'Etat n'a pas augmenté les impôts à payer par les autochtones. Son intervention a consisté à aider le pays à se relever économiquement. Suppléant à la carence du secteur privé, il se lance dans une politique d'investissements et s'efforce d'orienter l'économie de la colonie pour que celle-ci soit plus adaptée aux besoins de la métropole, d'où le développement, dans la plaine, de variétés de riz destinées à l'exportation. Les jours favorables sont ainsi revenus dans la plaine à partir de 1935-1936. Il n'en reste pas moins que la nouvelle orientation de l'économie se traduit par une plus grande misère pour les travailleurs malgaches.

